

# LA FORCE DE LA PAIX



Volume 2 - N° 035

Mai 2009



## Avançons sur la route de la paix

**ASSOCIATIONS FÉMININES SE RÉCONCILIENT SOUS L'ÉGIDE DE L'ONUCI**  
Jacqueville, Côte d'Ivoire

**CÔTE D'IVOIRE**

## EDITORIAL

# LA VOIE TRACÉE VERS LA PAIX PAR LES ÉLECTIONS

La fixation de la date du 29 novembre 2009 pour la tenue de l'élection présidentielle est une bonne nouvelle pour les Ivoiriens. Elle l'est aussi pour la communauté internationale. Son premier avantage est de restaurer une dynamique qui avait été perdue dans le processus électoral. Depuis la 4ème réunion du cadre permanent de concertation du 10 novembre 2008, qui avait conclu à l'impossibilité d'organiser le scrutin présidentiel au 30 novembre 2008, il n'y avait ni date ni période pour cette élection. Ce manque a été comblé. Les populations ivoiriennes, qui ont payé le plus lourd tribut à la crise, avaient manifesté des signes d'inquiétude et même de doute en raison de la perte simultanée de la date et de la période de l'élection présidentielle. Le deuxième avantage est de donner une nouvelle impulsion et de fixer le cadre dans lequel doivent s'exécuter les préalables à l'élection présidentielle. Il s'agit de la mise en oeuvre des dispositions du 4è Accord complémentaire de l'Accord Politique de Ouagadougou, notamment celles portant sur la réunification. Mentionnons à titre illustratif l'unicité de caisses, le désarmement des ex-combattants, le démantèlement des milices etc.

Ces tâches sont autant de défis pour les signataires de l'APO, les acteurs politiques et militaires ivoiriens ainsi que pour la communauté internationale chargée d'accompagner le processus jusqu'à son terme. Ces défis ne paraissent pas insurmontables si l'on en juge par l'enthousiasme par lequel la population a salué la fixation de la date de l'élection présidentielle tout en ayant à l'esprit que rien n'est donné sans efforts.

La confiance est entrain de s'installer dans l'esprit et les cœurs des populations ivoiriennes. Nous remplissons ainsi un autre préalable, certes non notifié mais ô combien important pour que l'échéance que constitue l'élection présidentielle se déroule dans un climat apaisé, serein et empreint d'esprit démocratique.

Cette étape du processus électoral ne doit pas faire oublier qu'au-delà des signataires de l'Accord inter ivoirien, des acteurs indirects doivent concourir à créer les conditions du retour à la normalité en Côte d'Ivoire. Il s'agit des médias, relais incontournable de l'information, de la sensibilisation, éveilleurs de conscience et gardiens de la paix. Ils ont été indexés à tort ou à raison parmi les responsables ou tout au moins les relais de la crise actuelle. Sans pour autant lui faire porter un quelconque chapeau, la presse ivoirienne par ses écrits, a le pouvoir de rassembler les populations ivoiriennes autour de l'objectif sacré qu'est

la paix, décrite souvent comme une seconde religion ici. Et cela est possible quelle que soit par ailleurs la ligne éditoriale des médias.

C'est un truisme de dire que la Côte d'Ivoire est le bien commun des ivoiriens qui ont aussi un rendez-vous à prendre avec l'histoire à quelques mois du scrutin. Celui sera précédé par la publication de la liste électorale provisoire, la liste définitive et la campagne électorale. Entre ces étapes, il pourrait y avoir des lenteurs, des incompréhensions nées de réclamations ou du contentieux et même d'incidents de parcours. Au bout du compte, c'est la réconciliation nationale qui doit triompher.

Lors de la Journée Internationale des Casques Bleus célébrée le 29 mai 2009 au siège de l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI), le Président Gbagbo, principal invité de cette journée du souvenir a déclaré : « **la paix en Côte d'Ivoire, c'est d'abord notre affaire, la paix en Côte d'Ivoire, c'est d'abord nous les bénéficiaires, faisons donc nos plans avec ce que nous avons. C'est nous qui avons fait le mal, c'est nous qui devons réparer le mal chez nous, pour nous, pour nos enfants, pour nos petits enfants, pour notre pays, pour la sous-région Ouest-Africaine** ».

Le Représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU pour la Côte d'Ivoire a tenu à rassurer son illustre hôte. L'Onuci et la communauté internationale demeureront aux côtés du peuple de Côte d'Ivoire avec engagement et détermination vers la sortie de crise et vers la prospérité, gage d'une paix durable et partagée par tous.



# MILLE MICROPROJETS : LE CHEF DE L'ONUCI CONSTATE DES PROGRÈS

Le Représentant spécial du Secrétaire Général des Nations Unies pour la Côte d'Ivoire, Y.J. Choi, a constaté des progrès « encourageants » dans la mise en œuvre du Programme des 1000 micro-projets, lors de sa deuxième tournée d'évaluation, du 6 au 8 mai. Lors de sa mission, M. Choi a visité une quinzaine de projets à Bouaké, Séguéla, Daloa, Issia et San Pedro, dans les domaines de l'élevage, de la fabrication artisanale de savon, de la riziculture, de la pisciculture et de la culture maraîchère.

« Il y a des cas positifs et des cas négatifs », a déclaré le Représentant Spécial, indiquant qu'à l'issue d'un premier cycle de production réalisé avec l'aide d'encadreurs, certains bénéficiaires avaient pu systématiser le processus, réalisant les autres cycles de production d'eux-mêmes.

« Nous sommes encouragés par les résultats positifs et nous entendons travailler avec les ex-combattants, les jeunes à risque et les femmes qui veulent travailler pour gagner leur vie », a dit M. Choi. Il préconise également la détermination de prototypes de projets qui marchent bien pour être reproduits par d'autres bénéficiaires. « Nous allons tirer des conclusions d'ici peu pour obtenir une deuxième tranche de financement et poursuivre notre assistance », a-t-il annoncé.

« J'ai déjà fait 3 tournées et j'ai interrogé les bénéficiaires, qui ont répondu qu'ils n'avaient aucune occupation avant les microprojets. C'est donc la première fois qu'ils s'impliquent dans une activité productive », a indiqué M. Choi, soulignant le caractère socio-économique des 1000 microprojets qui visent à contribuer à la lutte contre la pauvreté et le chômage des jeunes, tout en créant un environnement sécuritaire favorable à la tenue des élections tant attendues dans le pays.

Néanmoins, certains des projets financés n'ont pas été couronnés de succès. « Ces échecs sont dus à des phénomènes naturels », a expliqué M.



M. Choi, entrain de consulter le tableau des résultats d'un projet à Bouaké © UN / ONUCI

Choi. « Une culture maraîchère que nous avons financée à hauteur de 3 millions FCFA a été entièrement inondée. Une autre n'a pas été rentable suite à un mauvais choix de la terre », a-t-il dit, ajoutant que des conclusions seraient tirées avant le lancement d'une deuxième phase.

Les 1000 microprojets sont également éprouvés par de nombreux facteurs extérieurs qui n'avaient pas été prévus au moment du lancement de l'initiative en août 2008, estiment des spécialistes. « Ce sont des projets qui s'adressent à une cible complexe composées de jeunes à risque et d'ex-combattants qui n'avaient pas d'expérience dans les domaines exploités », a expliqué Antoine Ehouman, spécialiste de l'agriculture et chef d'un cabinet de consultants qui suit les microprojets à San Pedro pour l'ONUCI.

Les 1000 microprojets, dotés de 4 millions de dollars, représentent une

initiative pilote de réinsertion lancée le chef de l'ONUCI et financée par le Fonds de Consolidation de la Paix des Nations Unies, dans le cadre de l'appui au programme de réinsertion des ex-combattants du gouvernement ivoirien. Il est soutenu par des partenaires internationaux (Union Européenne, Banque Mondiale, des agences des Nations Unies, des opérations bilatérales et l'ONUCI). Environ 1,200 personnes ont déjà bénéficié de ce programme, que M. Choi voit comme une alternative au désarmement classique. « On pense que sans réinsertion, le désarmement ne servirait à rien. Il faut donc le désarmement par défaut pour rendre les armes inutiles », a expliqué M. Choi, indiquant qu'il avait également recommandé aux Nations Unies d'institutionnaliser les microprojets au sein des missions de maintien de la paix.

# L'ONU REUNIT LES JOURNALISTES SPORTIFS IVOIRIENS AUTOUR DE LA COHÉSION SOCIALE

Les Nations Unies considèrent le sport comme un vecteur important de paix, d'où l'adoption de sportifs renommés comme ambassadeurs de la paix et le parrainage par l'ONU et ses différentes agences et missions, d'événements sportifs ayant pour but de promouvoir ou aider à reconstruire la cohésion sociale et la paix. Dans ce cadre, les journalistes sportifs ont, eux aussi, un rôle-clé à jouer. C'est ainsi que l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONU CI), organisé à leur intention, un atelier sur le thème de : « La contribution du sport à la cohésion sociale et à la paix »

Ce premier atelier organisé par l'ONU CI pour les journalistes sportifs ivoiriens rentre également dans le cadre du renforcement des capacités des journalistes, un des divers volets de l'appui que l'ONU CI fournit au processus de sortie de crise, conformément à son mandat. Y ont participé une quarantaine de journalistes ainsi que des représentantes de l'Association des femmes supportrices de Côte d'Ivoire, qui constituent un relais important dans la lutte contre la non violence et la mise en avant du fair-play. S'exprimant lors de la cérémonie d'ouverture de l'atelier, le Représentant spécial adjoint principal du Secrétaire général des Nations Unies, Abou Moussa, a indiqué que « par ses valeurs, le sport contribue au respect des règles, au dépassement de soi et à l'initiation à la vie commune ».

Le Ministre de la Jeunesse, du sport et des loisirs, Dagobert Banzio, a mis en exergue le soutien logistique et matériel fourni par l'ONU CI aux grands événements sportifs qui ont contribué, en leurs temps, à réunir les Ivoiriens.

Pendant plus de six heures, les journalistes ont pu échanger avec plusieurs personnes ressources, dont des fonctionnaires de l'ONU ainsi que des responsables sportifs ivoiriens.

Mme Cecilia Piazza, Chef de la Section des Affaires Civiles de l'ONU CI, a évoqué l'utilisation du sport par les



Les journalistes sportifs, se penchent sur leur rôle dans le processus de paix © UN / ONU CI

Nations Unies pour sensibiliser les populations sur la cohésion sociale, sur la lutte contre le VIH Sida et sur les droits de l'Homme. Cette sensibilisation se fait parfois à travers les sportifs, tels les ambassadeurs de l'ONU. Ceux-ci sont des artistes qui ont une image qui fait d'eux des exemples pour la jeunesse, des relais pour les Nations Unies, qui véhiculent des messages par leur biais, même dans les pays paisibles, a expliqué Michel Broux, conseiller post-crise du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD).

Des exposants ont mis en relief les parallèles qui existent entre le sport et d'autres volets de la vie sociale, communautaire ou nationale, y compris la politique. « Une élection, en tant que compétition, peut susciter des palabres », a noté le Chef de la Division de l'Assistance Electorale de l'ONU CI, Ahmedou El Becaye Seck, mais « Paradoxalement, elle peut également apaiser les tensions ». Cet apaisement est d'autant plus possible lorsque toutes les parties reconnaissent et respectent les règles qui gouvernent les différents types d'entreprise humaine, en d'autres termes, lorsque tout un chacun pratique le « fair play », comme l'a souligné le responsable du comité Fair-play de Côte d'Ivoire, Guy Monsio. Le « fair play » peut « éviter la violence, concourir à la transparence,

au respect des règles du jeu, à la transparence dans les scrutins, à l'acceptation de la défaite, à la reconnaissance de la victoire d'un adversaire en sport comme en politique », a-t-il dit.

Pour sa part, le Président de l'Union nationale des journalistes de Côte d'Ivoire (UNJCI), Criwa Zéli, a fait ressortir la responsabilité du journaliste, en soulignant que celui-ci doit travailler à partir des faits réels pour ne pas tomber dans le sensationnel. Il a donc lancé un appel au respect de l'éthique et de la déontologie du métier. Dans le cas de la Côte d'Ivoire, le sport fait déjà ses preuves comme élément rassembleur. Il aide, par exemple, à transformer la représentation que chacun se fait de l'une ou l'autre partie du pays, a fait remarquer Jean-Vincent Nkiranuye, Directeur de l'Institut de la Dignité et des Droits humains du Centre de Recherche et d'Action pour la Paix (CERAP).

Avant de se séparer, les journalistes sportifs, par la voix de leur porte-parole, Ange Assoukrou, ont revendiqué leur place dans l'accompagnement du processus de paix. Ils ont insisté notamment sur des actions concertées entre l'ONU CI et leur ministère de tutelle, et l'appui de la mission à la formation de base des journalistes.

Juliette Amantchi et Eliane Hervo-A.

# CONTRIBUTION MULTIFORME DE L'ONU CI AU RENFORCEMENT DE LA COHÉSION SOCIALE

*L'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI) apporte un appui constant aux initiatives des autorités ivoiriennes, des Ongs et des associations en faveur du renforcement de la cohésion sociale. Elle maintient des contacts avec des populations cibles, notamment les jeunes, les femmes, les leaders communautaires et les médias à travers la sensibilisation, les échanges, les séminaires et des dons de matériels pour aider la population à se prendre en charge.*

C'est ainsi qu'à Péhé, près de Toulepleu, 620 km au Nord-Ouest d'Abidjan, l'ONUCI a remis aux habitants du village les clés d'un centre de stockage et de traitement de produits agricoles, dont elle a financé la réalisation dans le cadre de son Programme de Projets à Impact Rapide (QIPs). Dans le premier volet du projet, une décortiqueuse de riz et de café avait été remise en août 2008 aux femmes du village. Un autre volet portait sur la sensibilisation aux droits de l'homme et à la cohésion sociale.

« Ce projet traduit la cohésion sociale à Péhé, parce qu'une décortiqueuse, c'est un peu comme un carrefour où tout le monde va se rencontrer et conduire l'avenir sur une même lancée », a expliqué Eric Mukam, chargé des Droits de l'Homme de l'ONUCI, après avoir remis les clés du bâtiment aux femmes. Le vice-président de l'ONG Péhé, M. Guéi Marc Sylvère, a salué l'ONUCI pour le travail important abattu en Côte d'Ivoire, indiquant que le partenariat entre l'ONG et la mission s'inscrivait dans le cadre « d'une invitation à tous à dépasser les affres de la guerre pour vivre ensemble et reprendre le chemin du développement ». La population de la sous-préfecture de Péhé a été la première de la région du Moyen Cavally à accepter le retour dans leurs plantations des déplacées internes qui avaient fui la guerre.

## **Séance de sensibilisation à Bondoukou**

A la mi-avril à Bondoukou (210 km à l'Est d'Abidjan), l'Unité de la Protection



de l'Enfant et le Bureau de l'Information Publique de l'ONUCI ont organisé une séance de sensibilisation à l'attention des membres du mouvement « Génération Blé Goudé » de Bondoukou. La formation a porté sur la protection de l'enfance et la culture de la paix. Elle a mis en exergue la nécessité de ne pas utiliser les enfants dans les manifestations publiques. La formation fait suite à des manifestations publiques éclatées contre les installations de l'ONUCI à travers le pays après la publication dans un journal national, d'une information mettant en cause des experts onusiens en rapport avec la sanction imposée par le Conseil de Sécurité de l'ONU à M. Blé Goudé.

Dans un échange cordial, les fonctionnaires des sections de la Protection de l'Enfance et de l'Information Publique ont exhorté les membres du mouvement à prôner le dialogue, le pardon et la réconciliation et à pratiquer la non-violence afin de contribuer au processus de sortie de crise. Le président local du mouvement, M. Elvis Diabo Kouakou, et ses camarades se sont engagés à mettre en application les enseignements reçus, en prenant davantage de précautions pour éviter la participation des enfants à leurs acti-

ités. Les membres du mouvement ont aussi indiqué que la section de Bondoukou allait s'investir dans des activités humanitaires et ont souhaité de l'ONUCI, la multiplication des séances de sensibilisation. « Le mouvement GBG de Bondoukou s'engage à être une organisation exemplaire et exempte de tout reproche », a indiqué au nom des participants, Mlle Ouattara Yédié.

## **Formation des hommes de la communication**

L'ONUCI poursuit également ses activités pour le renforcement des capacités des professionnels des médias. Du 20 au 24 avril, une quarantaine d'animateurs des radios de proximité d'Abengourou ont pu bénéficier d'une formation de cinq jours sur le thème : « Le rôle des radios de proximité dans le renforcement de la cohésion sociale et la promotion de la culture de la paix ». Cette formation avait pour objectif de renforcer les capacités des participants afin de leur permettre de mieux accompagner le processus de paix dans le pays.

Le chef de cabinet du maire d'Abengourou, Kouakou Bernard, s'exprimant au nom du Conseil municipal, a invité les participants à tirer le maximum

d'enseignements de l'atelier et à les mettre au service de leurs différentes radios pour faire de la cohésion sociale et de la paix, une réalité dans leurs localités.

Le Porte parole de l'ONUCI, Hamadoun Touré, par ailleurs Chef par intérim du Bureau de l'Information publique, a rappelé le double rôle des radios de proximité, notamment celui de contact permanent avec les populations qu'elles servent et celui d'éveil.

« Vous avez un rôle central dans le processus de paix car, en fonction de ce que vous dites ou faites, vous pouvez changer une situation, en bien ou en mal », a-t-il ajouté, indiquant également que l'appui de l'ONUCI aux hommes de la communication fait partie du soutien que la Mission apporte aux personnes et organisations impliquées dans l'effort de paix en Côte d'Ivoire.

Dans ce cadre, il les a assurés du soutien de la Mission. « Vous avez un rôle important à jouer dans la cohésion sociale, dans la culture de la paix, dans

la sortie de crise ; et tant que l'ONUCI sera là elle continuera à vous soutenir dans l'exercice de votre métier de sensibilisation des populations au retour à la paix », a-t-il dit.

M. Touré a invité les séminaristes à la vigilance et les a exhorté à faire preuve de professionnalisme dans leurs différentes productions, surtout durant la période électorale. « C'est là que vous allez mettre en œuvre ce que vous avez appris, non seulement dans la gestion des conflits, mais aussi dans la prévention et la résolution des conflits par le dialogue », a-t-il souligné.

### Echange entre acteurs de la société civile et journalistes

A Daloa, la Mission a organisé un atelier de réflexion de deux jours entre acteurs de la société civile et des médias. L'objectif était de créer un partenariat entre eux pour une meilleure promotion de la cohésion sociale.

Les travaux, dirigés par un consultant

de l'ONUCI, Martin Faye, ont porté sur les mécanismes de gestion et de règlement de conflits ainsi que sur le regard que la société civile porte sur les médias dans le cadre du processus de sortie de crise. L'atelier a été également mis à profit pour analyser le traitement de l'information en période de crise.

« Cette formation vient à point nommé au regard des nombreux conflits fonciers au sein des communautés dans la région du Sud Bandama », a déclaré Mme Guéné Sibally, représentant le Préfet de la région.

« L'échange entre les acteurs de la société civile et des médias est nécessaire à la consolidation de la cohésion sociale », a déclaré Ladjid Sidibé, chargé du développement des médias, représentant le Chef du Bureau de l'Information Publique de l'ONUCI. « La cohésion sociale fait partie des éléments clés de l'ONUCI, dans ses efforts d'accompagnement du processus de paix », a-t-il ajouté.

Juliette Amantchi

## UN CENTRE CO-FINANÇÉ PAR L'ONUCI CHERCHE À AMÉLIORER LA CONDITION DES FEMMES DANS L'OUEST

**L**e Centre d'Excellence des Femmes de Man (CEFM), un projet initié par l'ONG International Friendship Service (IFS) et auquel l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI) a apporté un financement de sept millions FCFA, joue aujourd'hui un rôle de premier plan dans l'amélioration des conditions de vie des femmes dans l'Ouest du pays.

Le CEFM comprend un bâtiment principal et quatre annexes aménagées en bureaux, en magasins, en salle d'Internet, en cabinet de psycho-thérapie, en clinique juridique et en studio radio-phonique, ce dernier service n'étant pas encore fonctionnel.

Il a été mis en place avec l'aide de l'ONUCI, de l'Agence Suédoise de Coopération Internationale au Développement (ASDI), du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) et du Programme National de

Réinsertion et de Réhabilitation Communautaire (PNRRC).

Le centre a réalisé la prise en charge psychologique d'environ 1.050 filles et femmes dont 231 victimes de violences sexuelles et 77 infectées par le VIH/Sida. Il a aussi apporté une assistance économique à 238 filles, soit en leur apprenant un métier, soit en les aidant à créer des activités génératrices de revenus.

D'une manière générale, le centre accueille, informe et assiste des femmes affectées par la crise. Il appuie les groupements de femmes vulnérables, lutte contre les IST et le VIH/SIDA, et défend et fait la promotion des droits des femmes.

Le CEFM organise également des formations permettant aux femmes de connaître leurs droits afin de faciliter leur plus grande participation aux

différentes étapes du processus électoral, telles les audiences foraines et l'identification. Environ 10 000 femmes ont été formées dans divers domaines, y compris celui des violences basées sur le genre.

Les bénéficiaires proviennent des villes de Man, Biankouma et Danané. Elles sont aussi bien des ex-combattantes et des femmes associées aux bandes armées que des victimes d'abus et de violences sexuelles, des veuves, des mères de moins de 18 ans, des déplacées et des retournées, des femmes vivant avec le VIH/Sida et des réfugiées.

Malgré ces bons résultats, le centre connaît quelques difficultés, notamment le manque de véhicules, qui entrave la mobilité de la dizaine de bénévoles qui y travaille.

Désiré Dago et Marie Puchon

# LE FORUM ITINÉRANT DE L'ONU CI FAIT ESCALE À LAKOTA ET À JACQUEVILLE

L'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI), conformément à son mandat, organise constamment des activités de promotion de la paix à l'intention des populations vivant sur le territoire ivoirien. Parmi ces activités figurent le forum itinérant de la mission, qui permet de sensibiliser la population sur divers aspects de la paix et d'améliorer sa connaissance du mandat de l'ONUCI. En même temps, il donne à la population l'occasion de faire connaître ses préoccupations et, avec l'appui de l'ONUCI, de s'inscrire sur la route de la paix. Le forum a visité plus d'une trentaine de villes depuis son lancement en octobre 2005 à Bouaké. Au mois d'avril 2009, c'était le tour de Lakota et de Jacqueville de l'accueillir

## Lakota : lever la méfiance

Le forum de l'ONUCI à Lakota, ville située à 244 kilomètres d'Abidjan, a mis fin à des années d'incompréhension et de méfiance. Le Représentant spécial adjoint du Secrétaire général des Nations Unies, Georg Charpentier a exprimé sa gratitude aux fils et filles du Département de Lakota, conduits par les anciens ministres Lida Kouassi Moïse et Zapka Komenan Roland, d'avoir contribué à la tenue de la rencontre. M. Charpentier a souhaité que le forum permette à l'ONUCI et aux populations de mieux se connaître, de mieux s'apprécier et d'écrire une nouvelle page dans leurs relations en faveur de la paix.

Le forum itinérant est aussi une occasion pour l'ONUCI de répondre aux sollicitations des populations. A Lakota, suite à une demande du Préfet du département, un projet de réinsertion au bénéfice de 36 personnes du Groupe populaire pour la République (GPR), d'un montant de 17 millions de francs CFA, a été approuvé.

Ce projet, qui s'inscrit dans le cadre des microprojets exécutés par l'ONUCI, le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) et d'autres partenaires, porte sur la



Les fora, de vraies foires à l'information © UN / ONU CI

riziculture de bas-fonds et l'élevage de poulets, selon M. Charpentier.

Un autre projet d'une valeur de 11.004 000 Francs CFA, au bénéfice de l'Hôpital de Lakota, a également été approuvé par l'ONUCI. Il porte sur la réhabilitation de 25 latrines, 15 douches avec un bâtiment annexe ainsi que 4 douches et latrines supplémentaires. « Ce projet a pour objectif de permettre, d'une part, aux malades et à leurs accompagnants de bénéficier de conditions de bien-être et d'hygiène, et, d'autre part, de favoriser l'accès de l'hôpital aux populations », a indiqué le Représentant spécial adjoint.

## Lancement de projets à Jacqueville

Lors du Forum de Jacqueville, le 28 avril, le Chef de la Division de l'Assistance électorale de l'ONUCI, Ahmedou el Becaye Seck, a remis au Président du Conseil général, Beugré Jérôme, l'accord d'un projet de financement pour la réhabilitation d'un bâtiment de trois salles de classes et

l'équipement de la cantine du lycée municipal, d'un montant de 9 999 787 FCFA. Toutes ces initiatives, chaleureusement accueillies par les autorités administratives et politiques, ainsi que les populations, visent à améliorer la situation des communautés durement éprouvées par la crise.

Tant à Jacqueville qu'à Lakota, les chefs traditionnels, les femmes, les jeunes et les médias ont participé la veille du forum, à des travaux en ateliers sur un thème bien spécifique à chaque groupe.

Au cours des ateliers les différents groupes ont pu identifier des problèmes et proposer des solutions afin de s'engager sans obstacles sur la route de la paix. Avant les ateliers, les populations ont pu bénéficier des soins médicaux et des médicaments offerts gracieusement par les contingents marocain et togolais de l'ONUCI.

# PROTECTION DE L'ENFANCE : L'ONU CI CHERCHE À AIDER LES ENFANTS DE LA RUE D'ODIENNE

Is ont entre 9 et 15 ans. Ce sont en général des garçons, une centaine environ, qui trainent toute la journée dans les rues d'Odienné, une vieille boîte en main, à la recherche de pièces de monnaie. Ils chantonent des vœux dont ils sont parfois les seuls à comprendre le sens.

Les garibous ' mendiants' en malinké, sont des enfants venus des villages voisins et confiés à des maitres coraniques pour assurer leur éducation. Cependant ils passent la journée à faire la quête, et l'argent ainsi récolté est déversé au « maitre ». « Par jour on doit donner 250 FCFA au maitre » nous dit un petit garibou. D'autres font de petits travaux. « Il ya un groupe qui va chercher du fagot dans la brousse à des dizaines de kilomètres, et c'est par humanisme que j'achète du bois de chauffe avec eux », explique une restauratrice.

Interpellé par cette situation, Claude Meuga, le responsable de l'unité Protection de l'Enfant de l'ONU CI à Odienné, a procédé à une sensibilisation de la population par le biais de la radio locale. Il a également entrepris un plaidoyer auprès du président du Conseil Supérieur des Imans (COSIM) d'Odienné afin de rencontrer et sensibiliser les maitres coraniques en question.

Selon M. Sy Lamine, président du COSIM Odienné, c'est une infime minorité des maîtres coraniques qui sont impliqués. « En tant que musulman, je condamne cette pratique. Nul part, cela n'est écrit dans le Coran », dit-il. « Ce ne sont pas toutes les écoles coraniques qui envoient les enfants mendier. Nous avons seulement deux écoles [qui le font], l'une située dans le quartier Hermakono et l'autre à Bromakoté.

Ce sont elles uniquement qui se comportent ainsi ». Le président du COSIM souligne que le phénomène n'est pas nouveau : « Il s'agit en effet d'un retour en force de ce phénomène.

Avant la crise, c'est-à-dire en 2001, nous (le COSIM) avons saisi les différentes autorités de la ville. Grâce au concours du Commissaire d'alors, qui a instruit ses hommes de mettre fin à cette situation, ces enfants-là avaient disparus des rues ». La crise et l'absence d'autorités qu'elle a entraînée, ont favorisé leur retour dans les

du COSIM devait rencontrer les deux maitres coraniques en vue de les sensibiliser.

Par ailleurs, informé de cette situation, le Maire de la ville d'Odienné, a demandé, au cours d'un conseil municipal, à ce que son service social rencontre le maitre coranique en vue de



L'ONU CI et le COSIM, ensemble contre l'exploitation des enfants © UN / ONU CI

rues.

M. Sy Lamine a sollicité l'appui de l'ONU CI afin de trouver une solution pour ces enfants obligés de mendier pour se nourrir. Pour l'ONU CI, dit Claude Meuga, il est question d'apporter un appui à cette école par la mise en place d'une coopérative avec l'appui de l'ANADER et autres structures intervenant dans le domaine de l'enfance tels que Save the Children et le PAM. Les produits de cette coopérative serviront à nourrir les enfants et pourront aussi être commercialisés.

Une délégation composée des sections Droits de l'Homme et Protection de l'Enfant de l'ONU CI, et du Président

mettre un terme à cette pratique. « Nous allons retrouver les parents de ces enfants afin de voir comment ils pourront aider le maitre coranique à les prendre en charge, car ce que l'on ignore aussi c'est que les parents viennent laisser leurs enfants et reviennent seulement des années après. Tout ce temps c'est le maitre qui doit nourrir et soigner les enfants.

C'est pourquoi nous allons voir, pour ceux qui sont en âge d'apprentissage d'un métier, nous allons les insérer dans les centres de formation professionnelle » a confié Monsieur Bakayoko, secrétaire général de la mairie d'Odienné.

Fatoumatta Ouattara.

# LES CASQUES BLEUS DE L'ONU RÉALISENT DES ACTIONS SOCIALES POUR SOUTENIR LA SORTIE DE CRISE



Le Casques bleus sont aussi des bâtisseurs pour la paix © UN / ONUCI

L'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONU CI) réalise chaque année plus d'une centaine de projets à impact rapide (Quick Impact Projects – QIPs, en anglais) pour soulager les populations les plus affectées par la crise et aider à créer un environnement social apaisé. Plusieurs de ces projets, qui couvrent des domaines tels que l'éducation, la santé, l'eau et les routes, sont réalisés par les casques bleus de la mission, et quelques-uns de ces « QIPs militaires » ont été inaugurés au cours des dernières semaines.

## Réhabilitation d'une salle polyvalente

A San Pedro, dans le sud-ouest du pays, c'est une salle polyvalente réhabilitée par le bataillon sénégalais a été inauguré le 8 mai par le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour la Côte d'Ivoire, Y. J. Choi. L'édifice avait été le principal lieu de rassemblement dans la région du Bas Sassandra, mais il était tombé en ruine. Les soldats sénégalais ont réalisé les travaux pour un coût de FCFA 10,5 millions, financé par le Programme QIPs. En inaugurant la salle, M. Choi a réitéré l'engagement de l'ONU CI à accompagner le processus de paix, en créant notamment un environnement propice.

## Rénovation et équipement d'écoles

Pour leur part, les casques bleus bangladais basés à Zuenoula, 485 km au Nord-ouest d'Abidjan, ont offert, fin avril, des équipements à L'Ecole Primaire Publique du village de Baazra I et au Collège Moderne Les Frères Jumeaux de Zuenoula. Les équipements, constitués de deux lots de 60 tables-bancs, de trois bureaux avec chaises et de quatre armoires de rangement, ont coûté 9.400.000 FCFA. Dans la même période, une école primaire publique réhabilitée par le contingent bangladais dans le village de Luénoufla a également été remise à la population. Dans l'Ouest du pays, les casques bleus marocains ont remis trois salles de classes et un bureau directorial entièrement rénovés et équipés de tables-bancs, d'armoires, de bureaux de maître ainsi que de fournitures pour enseignants et élèves, aux autorités locales de Duekoué, ville située à 500 km d'Abidjan.

## Soins de santé et vivres

Outre les écoles, les projets à impact rapide de l'ONU CI aident à la remise en état de fonctionnement de nombreux centres de santé. L'ONU CI a ainsi réha-

bilité et équipé un centre médical à Man (600 km au nord-ouest d'Abidjan) en aménageant des salles d'accueil, d'attente, d'échographie et d'observation ainsi qu'une pharmacie, un bureau de médecin et des annexes de repos pour des orphelins et enfants vulnérables. La mission a également contribué à l'équipement du bloc gynécologique du Centre hospitalier régional de San Pedro.

Par ailleurs, les soldats de la paix de l'ONU CI organisent des séances gratuites de soins pour les populations démunies et des distributions de vivres. Début mai, les casques bleus togolais ont organisé une journée médicale pour prodiguer des soins de santé à plus de 300 personnes à Koumassi, dans le district d'Abidjan. Pour sa part, la Force Spéciale Jordanienne (FPU) a distribué du matériel scolaire et des vivres à environ 600 personnes, membres de diverses associations, et à des enfants à la Mosquée Adja Seregbe de Yopougon-Sideci. Les vivres comprenaient du riz, du sucre, de l'huile et des biscuits.

# JACQUEVILLE : ASSOCIATIONS FÉMININES SE RÉCONCILIENT SOUS L'ÉGIDE DE L'ONUCI

L'étape de Jacquerville du forum itinérant de l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI), le 28 avril 2009, a servi à réconcilier des associations féminines dont l'entente avait été mise à mal par un contentieux vieux de plus d'un an qui menaçait la cohésion sociale dans la ville. La réconciliation a été scellée en présence des autorités administratives et coutumières, des cadres, des élus et des populations du département, ainsi qu'une forte délégation de l'ONUCI.

Le contentieux opposait deux associations culturelles issues des quartiers Kacou et Mambê de Jacquerville. Autrefois unis, ces deux groupes avaient été divisés par un désaccord sur le choix d'un uniforme pour une cérémonie culturelle. Des rumeurs et accusations avaient fusé de toutes parts. De malentendu en malentendu, des disputes ont éclaté entre les membres des deux associations. Chaque groupe est resté campé sur sa position et leurs membres ne se parlaient plus.

Les enfants des deux quartiers s'étaient, eux aussi, appropriés les querelles des adultes, entraînant un blocage dans leurs relations quotidiennes. Des tentatives de médiation lancées par les autorités locales avaient alors échoué. « Même moi, le chef de terre, je n'ai pas pu les réunir », se rappelle le chef Djirabou Kéké René, lors du forum.

Lorsque, le 27 avril, les deux associations participent à l'atelier des femmes, l'un des quatre ateliers – réunissant femmes, jeunes, médias et chefs traditionnels – qui précèdent chaque étape du forum, le malaise se fait sentir dans la salle. Les femmes, assises par groupes, participent pleinement, certes, au débat sur « l'apport des femmes de Jacquerville dans la défense des droits de l'homme dans le processus de paix ».

Cependant il règne une certaine gêne. L'une des participantes, Mme Simone Boti, se jette alors à l'eau : « Toutes nos

tentatives pour faire valoir nos droits dans ce département à travers la création d'activités génératrices de revenus n'aboutissent jamais. Nous ne sommes limitées qu'à faire de la figuration au cours des grandes manifestations, à travers nos chants et danses. Nous sommes conscientes que c'est parce que nous ne sommes pas unies ».

Le mal étant connu, il faut crever l'abcès. S'ensuit alors un plaidoyer des fonctionnaires de l'ONUCI à l'endroit des femmes. Des arguments basés sur les notions de paix, de pardon, de

ville, Mme Etté Gertrude, entourée des femmes des quartiers Kacou et Mambê vêtues de leur bel uniforme. « Nous prenons aujourd'hui l'engagement de nous unir et de mener à bien nos activités main dans la main. Merci à l'ONUCI de nous avoir conduit sur la route de la paix ».

Les autres participants au forum, soulagés, remercient l'ONUCI pour cette initiative qui a abouti à une réconciliation inespérée. « L'ONUCI n'a pas fait qu'apporter la réconciliation entre le Nord et le Sud [de la Côte d'Ivoire] »,



Les conditions de la femme, une préoccupation constante de l'ONUCI © UN / ONUCI

tolérance, de liberté sont mis en avant. Les pourparlers durent plus de deux heures. Les femmes, avec beaucoup de courage et d'humilité, prennent l'engagement de faire siennes les valeurs de paix et de tolérance et d'emprunter désormais la route de la paix.

Le jour du forum, elles exécutent des pas de danse, s'embrassent, mangent ensemble, se parlent et décident de créer une fédération, gage de leur réconciliation. « Nous avons beaucoup de projets pour nous-mêmes et nos enfants », annonce la Présidente des associations des femmes de Jacque-

s'exclame M Dao Joël, membre d'une organisation de la société civile. « Elle a aidé nos populations à rétablir la cohésion sociale fragilisée par cette crise entre les femmes, entre les familles et entre les quartiers ».

La fédération a promis de soumettre bientôt à l'ONUCI une demande de projet portant sur l'équipement de l'hôpital général de Jacquerville, qui avait reçu auparavant un accord de financement de la mission pour l'équipement de son lycée municipal.

# L'ONU CI AIDE À LA RECONVERSION ET À LA RÉINSERTION DE 60 EX-EXCISEUSES À BIANKOUMA

L'Opération de Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONU CI) a apporté son appui à l'ONG Génération Femmes du 3e millénaire (GFM 3) dans la réalisation d'un projet de reconversion d'une soixantaine d'exciseuses à Biankouma, dans la Région des 18 Montagnes, à 622 Km au nord-ouest d'Abidjan.

L'ONU CI a financé le projet à hauteur de 9,5 millions FCFA, dans le cadre de ses projets à impact rapide, destinés à soutenir des initiatives d'intérêt communautaire. Le projet, qui s'inscrit dans le cadre de la lutte contre les violences basées sur le genre (VBG) vise également à contribuer à la réinsertion socio-économique des ex-exciseuses à travers des activités génératrices de revenus.

Du 5 au 8 mai, les anciennes exciseuses ont bénéficié d'une formation portant sur les techniques culturales, les techniques de communication et les conséquences de l'excision. Au terme de la formation, une remise de matériel agricole (arrosoirs, brouettes, semences, engrais, pulvérisateurs) a été organisée, le 9 mai, dans le village de Gbablasso, près de Biankouma.

Lors de la formation, la chargée du bureau de l'information de l'ONU CI à Man, Mme Marie Puchon, a félicité les femmes d'avoir choisi d'abandonner la pratique de l'excision. Elle a souligné



Des exciseuses en formation... © UN / ONU CI

que la défense des droits de la femme et de l'enfant est une priorité des Nations Unies. « Cela explique pourquoi la Mission est prête à soutenir des actions qui font la promotion du respect des droits des individus », a-t-elle dit.

Le Préfet de Biankouma, M. Kouassi Ban, a salué l'initiative de l'ONU CI et de ses partenaires, qui ont su convaincre les femmes du danger de l'excision pour leurs filles. Il a rappelé les pesanteurs sociales et culturelles qui empêchent l'éradication de ce fléau. « La pratique de l'excision est liée à la tradition ancestrale et les populations ont du

mal à dénoncer les exciseuses, faisant d'elles leurs complices », a-t-il déploré. Il a appelé les bénéficiaires à être les relais de la lutte contre l'excision dans toute la région.

La présidente de l'ONG GFM3, Mme Véhi Touré Honorine, a souligné l'importance pour les femmes d'exercer une activité plus respectée et lucrative plutôt que la pratique de l'excision. « Avec l'appui de l'ONU CI, nous allons travailler à une reconversion réussie en soutenant nos mamans dans des activités génératrices de revenus », a-t-elle promise.

En pays Wê et Dan, l'excision constituait le rite final de l'initiation de la femme, pendant laquelle, elle recevait des enseignements de gestion de son foyer conjugal, de cuisine et de valeurs morales, sociales, spirituelles et traditionnelles. « Désormais, la période initiatique sera maintenue et organisée conformément à nos traditions, mais sans pratiquer l'excision sur les jeunes initiées. Fouler aux pieds toutes ces vertus serait la négation du fondement historique de notre culture », a dit Mme Véhi.



... en vue de leur réinsertion © UN / ONU CI

# LE DÉTACHEMENT MAROCAIN DE L'ONUCI AU SERVICE DES HABITANTS DE DIVO

Le détachement du contingent marocain de l'ONUCI déployé à Divo depuis le 9 février 2009, assure au quotidien des consultations médicales gratuites au bénéfice des populations de ce département, situé à 203 kilomètres au nord-ouest d'Abidjan. Composé d'un médecin, de deux infirmiers spécialisés et de deux aides infirmiers, l'équipe médicale reçoit chaque matin, du lundi au samedi, une centaine de patients, qu'elle soigne gratuitement.

Selon le personnel médical marocain, le département de Divo est confronté à des maladies de tout genre et souvent mortelles. Les patients traités souffrent généralement de pathologies courantes, notamment la malaria, les abcès, la tuberculose, la méningite, la bilharziose et aussi des cas de VIH Sida. On retrouve également des victimes des brûlures, de heurts ou de bagarres à la machette.

D'une manière générale, les patients ressortent satisfaits et traduisent leur bonheur d'avoir été reçu par le personnel médical : « Nous sommes contents des soins reçus dans la clinique de



Un soldat marocain soignant une fillette à Divo © UN / ONUCI

l'ONUCI à Divo. Grâce à la mission onusienne, j'ai accès aux soins gratuits, sinon, sans moyens, comment aurais-je pu faire pour soigner les maladies qui m'empêchent de travailler ? » note Téhi Amos, 24 ans.

« Ma famille et moi venons régulièrement pour recevoir des consultations et soins gratuits à l'ONUCI de Divo », affirme Mawa Ouattara. « Je remercie

les Marocains qui nous aident, nous les pauvres ». Tout en exprimant à l'ONUCI leur reconnaissance et leur gratitude pour ces œuvres civilo-militaires, la population de Divo souhaite que les consultations et soins gratuits se pérennisent afin de poursuivre cette action salvatrice qui contribue à alléger les souffrances des personnes vulnérables.

Samy Passalet

## LES CASQUES BLEUS TOGOLAIS DE L'ONUCI OFFRENT DES SOINS GRATUITS À KOUMASSI

Les casques bleus togolais de l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI) ont organisé le 4 mai, une journée médicale pour prodiguer des soins de santé à la population de Koumassi, dans le district d'Abidjan. L'activité est une réponse aux préoccupations exprimées par les habitants de cette commune, lors du forum de sensibilisation et d'information organisé par l'ONUCI en juin 2008.

L'action humanitaire à laquelle plus de

300 personnes ont participé, s'est déroulée au foyer des jeunes de Koumassi. Le Capitaine BOUKARI Mohamed, chef de l'équipe médicale du contingent a indiqué que la journée médicale matérialisait la volonté de son pays de contribuer au processus de sortie de crise en Côte d'Ivoire.

L'adjoint au maire, M. Ndri Kouadio Cyprien, a rendu hommage à l'ONUCI pour ses efforts en faveur de la paix en Côte d'Ivoire. M. Ndri a indiqué que les

journées médicales revêtaient un caractère salubre pour les populations pauvres et a salué l'intérêt de la communauté internationale pour la sortie de crise en Côte d'Ivoire.

Le contingent togolais est composé de huit bataillons en plus des observateurs militaires et des officiers de l'Etat-major. Ils sont déployés principalement dans le district d'Abidjan où ils assurent la sécurité.

Marie-Irène Richmond